COMITE D'ENTREPRISE TRANSPOLE

Procès verbal de la Réunion du 5 Octobre 2009

Présents.

DIRECTION : Thieffry - Kloarec

TITULAIRES : Trinel P – Farina – Lefebvre - Michaux - Duquenoy – Morin - Ghilain – Boittelle - Nacer - Juncker – Dereumaux .

SUPPLEANTS: Decottignies – Lesaffre – Thorez – Losfeld - Truwant - Carette – Leroy M – De Gouveia – Level X .

REPRESENTANTS .

SYNDICAUX : Cgc Mullem – Fo Pannier M- Cfdt Lemaire - Sud Level D.

.

Absents, excusés.

Fontaine-Trapani-Légier - Selingue -Grzegorzewski - Bernard M - Terzan - Cordonnier - Farhi - De Meyer-Potrich.

• Adoption P.V.

Le P.V. de la réunion du 22 septembre 2009 est adopté sans observations.

• Vote sur la convocation d'une réunion extraordinaire du C.E. le 12.10.09 à 14 h ayant comme ordre du jour l'exposé de l'analyse Secafi

Ce point recueille 15 voix favorables, il est adopté. Une réunion préparatoire aura lieu avec M. Pin, intervenant Sécafi, le 12 octobre à 09 h, salle de la cantine.

• Retour sur le projet de commission spéciale de contrôle des comptes trimestrielle.

M. Boittelle se prononce contre ce projet, qui ne peut se substituer au contrôle des élus, sans distinction.

M. Michaux : cette commission serait créée parallèlement au droit d'accès aux comptes des membres du C.E.

Il s'agit d'un plus qui n'a pas pour objet de limiter l'exercice du droit de regard des élus, mais plutôt de le planifier régulièrement. Cette commission serait composée d'un membre du C.E. désigné par chaque organisation syndicale. Mais l'abandon pur et simple de cette proposition ne pose aucun problème.

M. Trinel n'est pas opposé au principe, qui pourrait être facteur d'apaisement, mais il souhaite revoir le projet.

M. Michaux : le contenu de ce projet sera de nouveau adressé aux membres du C.E. pour étude

Fonctionnement des commissions.

M. Michaux : une assignation à jour fixe délivrée le 7 avril 2009 par les personnes suivantes : M. Boittelle, M. Ghilain, M. Juncker, M. Bernard, M. Nacer, M. Cordonnier et Mme Leroy, représentants FO, a, entre autres pour objet d'ordonner à la Société TRANSPOLE de convoquer une nouvelle réunion du Comité d'entreprise afin qu'il soit procédé aux élections de son secrétaire, secrétaire adjoint, Trésorier ainsi que des membres des Commissions obligatoires et facultatives du Comité.

Dans ces conditions, le fonctionnement de l'ensemble des commissions, réclamé par FO, est empêché pour éviter qu'en soient contestés les travaux par FO. Et le secrétaire du C.E. prend les initiatives de nature à permettre la poursuite du fonctionnement du C.E. en reconduisant, notamment pour les voyages, les dispositions antérieures.

M. Boittelle : les commissions non obligatoires ne fonctionnent pas et ne font pas l'objet de communication en réunion.

M. Michaux : les commissions obligatoires ont fonctionné pendant l'instance. Les comptes rendus de la commission des fêtes sont réguliers à travers les points œuvres sociales présentés par M. Truwant.

La commission voyages fait connaître le résultat de ses travaux via la publication annuelle d'un "RESEAU SPECIAL VOYAGES".

Pour la colonie de vacances les travaux de la commission sont également à l'ordre du jour du Comité d'entreprise, en octobre 2009, par exemple.

Pour ce qui est des commissions obligatoires, aucun sujet n'est écarté.

- **Information : situation économique de l'entreprise au 1 er semestre 2009. M . Dantant.**

Le tableau ci – après reprend en résumé les chiffres des résultats économiques et l'écart entre la réalisation et le budget prévisionnel.

En K €	Budget	Réalisé	Ecart
<i>PRODUITS</i>			
Recettes de trafic	46626	46409	-217
Recettes annexes	2995	2946	-49
Compensations de charges	985	951	-34
Produits de sécurisation	4983	4927	-56
Subvention forfaitaire d'exploitation	76305	75142	-1163
		-1978	-1978

Ajustement SFE	158	111	-47
Recettes AMO			
Total Produits	132052	128508	-3544
CHARGES			
Charges de personnel	64993	63932	-1061
Energie	6363	6185	-178
Charges directes	16821	16653	-168
Sous traitance	10932	10705	-227
Charges de sécurisation	6995	7065	70
Charges commerciales	1707	1250	-457
Frais généraux	8678	9037	359
Pénalités contractuelles	1400	1666	266
Charges AMO	46	51	5
Résultats antérieurs et exceptionnels	60	23	-37
Impôts et taxes	5641	5534	-107
Dotation amortissements et provisions	4032	4018	-14
Total Charges	127668	126119	-1549
Résultats financiers	-957	-1134	-167
Résultat avant impôt et SEP	3417	1255	- 2162

Les résultats de trafic 1 er semestre 2009.

Evolution 2009 / 2008 Evolution Réalisé / Prévisions

En milliers de voyages	Juin - 08	Juin - 09	Evolution	Prévision	Réalisé	Ecart
				1 er semestre	1 er semestre	
METRO	45804	48498	5,9 %	45962	48498	• %
Ligne 1	22671	22943	1,2 %	23213	22943	-1 %
Ligne 2	23133	25555	10,5 %	22749	25555	12 %
Tramway	4623	4253	- 8 %	4988	4253	- 15 %
Bus	20609	21709	5,3 %	22721	21709	- 4 %
Suburbains	3102	3071	-1 %	3134	3071	- 2 %
TOTAL	74138	77531	4,6%	76805	77531	1%

Les éléments de trafic sont bons mais les recettes sont moins élevées que prévues (avec l'accroissement du nombre d'abonnements, la recette au déplacement baisse).

Une préoccupation est la baisse de la subvention forfaitaire d'exploitation, le scénario d'inflation prévue ne s'est pas réalisé et les indices de baisse se confirment. Le chiffre d'affaire global 2009 sera inférieur aux prévisions.

Les résultats de trafic ont évolué de + 4,6 % entre 2008 et 2009. Il s'agit d'un rythme soutenu, en avance sur les prévisions (+ 1%). Sur les douze derniers mois le cap des 150 millions de voyageurs a été passé. L'évolution est là où on ne l'attendait pas : ligne métro +10% par rapport aux prévisions, TW en baisse, bus -4%. Le trafic est meilleur que prévu mais la croissance est moins forte par rapport aux prévisions.

M. Trinel comment explique – t-on la baisse de 1 % sur la ligne 1 métro et la baisse sur le bus alors que son développement est en cours ?

M. Dantant : les prévisions ont été surestimées. Une analyse sur le semestre est par ailleurs plus difficile que sur l'année entière. En outre, il s'agit d'un écart sur les prévisions et non de baisse par rapport à l'année 2008.

• **Information sur les prévisions de départs à la retraite. Mme Thieffry.**

Dans le cadre de la gestion prévisionnelle des effectifs, tous les salariés de Transpole nés avant 1959 seront destinataires d'un questionnaire au moyen duquel ils feront connaître leur date prévisible de départ en retraite. La réponse est facultative pour les salariés et donnée à titre purement indicatif : elle ne vaut pas engagement du salarié et ce sera l'occasion d'avoir communication d'éléments utiles à la constitution du dossier retraite.

M.Trinel : dans le cadre du plan de gestion prévisionnelle de l'emploi, il sera intéressant de communiquer les résultats de cette enquête et les décisions nées de leur analyse.

• **Information : CNIL – vidéosurveillance. Mme Thieffry.**

L'engagement de ne pas utiliser les enregistrements à des fins autres que la sécurisation a été renouvelé auprès de la CNIL. Par ailleurs, le système d'enregistrement sonore dans les bus sera modifié afin de passer du mode continu en mode discontinu, à la demande de

la CNIL. Transpole avait proposé un délai de mise en conformité de 3 ans. Sur demande de la CNIL , cette réalisation se fera dans un délai réduit à 2 ans.

M. Juncker : 2 ans c'est trop long.

Mme Thieffry : les modalités sont longues vu l'importance du parc à traiter. Concrètement l'enregistrement est effacé automatiquement tous les 5 minutes et écrasé par l'enregistrement des minutes suivantes. Le conducteur peut interrompre ce cycle et déclencher un enregistrement de 10 minutes sur appel de détresse.

M. Trinel : la loi ne prévoit pas d'enregistrement sonore ; sommes nous en conformité avec les textes ? Le dispositif est disproportionné par rapport aux besoins de sécurisation.

Mme Thieffry : la Cnil a validé l'enregistrement sonore discontinu selon les modalités exposées.

M. Juncker : demande communication des procédures d'extraction.

Mme Thieffry : une information complémentaire sera présentée au C.E. du 20.10.09 par Mme Lefebvre, responsable du service juridique.

M. Trinel : qu'en est – il de l'arrêt des enregistrements en fin de service dans les garages.

Selon M. Morin la coupure des enregistrements en atelier nécessite une modification du format dont le coût est tel qu'elle n'a jamais été réalisée.

Concernant l'installation de caméras sur le site de la Mûrisserie , Mme Thieffry indique que la déclaration générale adressée aux autorités de la Cnil en juillet 2009 porte sur la protection des personnes et des biens et porte sur tous les sites de Transpole. Ainsi le dispositif caméra installé à la Mûrisserie est couvert par cette déclaration. Il sera opérationnel en novembre.

- **Point œuvres sociales du C.E. à fin septembre 2009. M . Michaux**

Les bourses d'étude sont en cours de recensement. La Fête des mères etc a donné lieu à la distribution de 2386 cadeaux ou chèquiers de bons cadeaux d'une valeur moyenne de 100 €. Pour l'heure 420 familles sont parties en voyage dans le cadre de la commission voyages. 1179 remboursements kilométriques ont été demandés.

646 salariés ont fait une demande de chèques vacances.

Prochain C.E. le 20 octobre 09 h . Bureau le 06 octobre 2009 11 h.

Projet

Commission spéciale d'examen des comptes du Comité d'entreprise.

- **PREAMBULE.**

Les membres du Comité d'entreprise décident de la création d'une commission spéciale d'examen des comptes du comité d'entreprise, afin d'instituer un contrôle dans des règles précises et incontestables.

- **COMPOSITION DE LA COMMISSION.**

Cette commission est constituée d'un membre élu au C.E. par organisation syndicale, et le trésorier. Les membres de la commission désigneront un président et un rapporteur qui seront chargés de la convocation des réunions et de la sérénité des échanges lors de l'examen des dossiers.

- **ATTRIBUTIONS.**

La commission vérifie la conformité entre les pièces et les comptes. Les membres de cette commission sont tenus à la confidentialité.

Tous les échanges et documents évoqués lors des réunions de cette commission ne feront l'objet d'aucune communication.

- **INFORMATION DU COMITE D'ENTREPRISE ET DES SALARIES.**

Chaque trimestre le rapporteur de la commission présentera au C.E. un document précisant le montant des sommes allouées au comité d'entreprise et leur utilisation par rubrique : œuvres sociales, fonctionnement. Ce document sera annexé au compte rendu du comité d'entreprise et porté à la connaissance de l'ensemble du personnel.

- **REUNION DE LA COMMISSION.**

La première réunion est à fixer . Le président et le rapporteur convoqueront les réunions suivantes selon une périodicité trimestrielle.